

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absents / Excusés :

Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER, Radia TIKOUK, François VASQUEZ

Construction du groupe scolaire Sud Mosson - Échange foncier sans soulte avec le Département de l'Hérault - Rue du Pilory, Montpellier - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Dans le cadre du développement du quartier Sud Mosson, à l'Ouest de Montpellier et de la restructuration de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), la Ville de Montpellier vise à améliorer les infrastructures existantes et notamment les conditions d'enseignement.

Situé entre les quartiers Mosson et Celleneuve, rue du Pilory à Montpellier, le collège Arthur-Rimbaud est confronté à une augmentation constante du nombre d'élèves ces dernières années, ce qui a conduit à un besoin d'extension des infrastructures scolaires. Dans la perspective de la réalisation d'un groupe scolaire portée par la Ville de Montpellier et la restructuration du collège souhaité par le Département de l'Hérault, un travail partenarial a été mené sur les diverses possibilités d'implantations sur ce secteur, en périphérie des quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville.

Il en résulte qu'après études de la situation des terrains, il convient de procéder à un échange foncier entre les deux collectivités.

Dans ce contexte, la Ville de Montpellier souhaite acquérir l'emprise nécessaire à la réalisation du groupe scolaire Arthur-Rimbaud, soit 1 156 m² environ à extraire de la parcelle cadastrée TY 334 appartenant au Département de l'Hérault. Concomitamment, la Ville cède au Département de l'Hérault, une emprise du plateau sportif d'environ 2 760 m² à extraire de la parcelle cadastrée TY 37, pour la restructuration du plateau sportif nécessaire à la vie du collège.

Par ailleurs, afin de respecter les besoins réciproques des deux collectivités, la Ville sollicite le Département de l'Hérault pour une mise à disposition, par convention d'occupation à titre gratuit, d'un foncier lui appartenant, d'une emprise d'environ 415 m² issue de la parcelle cadastrée TY 334, proche de la halle de sport, nécessaire à la construction du groupe scolaire Sud Mosson.

Au vu des délais de réalisation des travaux, le Département de l'Hérault souhaite déposer le permis d'aménager du plateau sportif au sein du collège Arthur-Rimbaud. Outre l'aménagement de l'aire de sports (terrains de sports collectifs et piste d'athlétisme), le projet s'accompagne de l'installation de bâtiments modulaires abritant des sanitaires et des vestiaires pour les collégiens. Ces bâtiments déjà existants sur le collège seront déplacés près de la nouvelle aire de sports.

A cette fin, le Département a sollicité la Ville pour déposer et se voir octroyer les autorisations d'urbanismes sur le périmètre de son opération afin de commencer les travaux d'aménagement du plateau sportif avant la réitération de l'acte de transfert de propriété.

En date du 2 avril 2024, le Pôle d'Evaluation Domaniale a évalué l'emprise foncière à céder par la Ville, d'environ 2 760 m² de la parcelle TY 37a, au prix de 325 €/m² soit un montant de 897 000 € (huit cent quatre-vingt-dix-sept mille euros) et a estimé l'emprise foncière à acquérir par la Ville, d'environ 1 156 m² de la parcelle TY 334e au prix de 325 €/m² soit un montant de 375 700 € (trois cent soixante-quinze mille sept cent euros).

Compte tenu du caractère d'intérêt général que revêt ce projet par la relocalisation du groupe scolaire Mosson Sud en périphérie du quartier et à proximité immédiate du collège, constituant ainsi une unité dans le parcours éducatif, ainsi que l'impact sur le collège tant en terme de fonctionnement (réduction du plateau sportif à destination des collégiens) que financier pour le Département de l'Hérault (coût de la restructuration du plateau sportif nécessitée par la mobilisation d'une partie du plateau sportif), il est proposé de procéder à un échange foncier avec le Département de l'Hérault des emprises précitées à titre gratuit sans soulte.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition de l'emprise foncière d'une superficie d'environ 1156 m² issue de la parcelle TY 334, située rue de Pilory à Montpellier, propriété du Conseil Départemental de l'Hérault ;
- D'autoriser la cession de l'emprise foncière d'une superficie d'environ 2760 m² issue de la parcelle cadastrée TY 37, située rue de Pilory à Montpellier, propriété de la Ville de Montpellier ;
- De dire que l'échange foncier, en dérogation de l'avis du pôle d'évaluation domaniale du 2 avril 2024, compte tenu de l'intérêt général du projet à réaliser par la Ville et le Département, notamment de ses impacts sur le fonctionnement du collège ainsi que le coût de la restructuration induite du plateau sportif ;
- D'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition à titre gratuit, avec le Conseil Départemental de l'Hérault, d'une emprise de 415 m² issue de la parcelle cadastrée TY 334d, nécessaire à la construction du groupe scolaire Sud Mosson ;
- D'autoriser le Conseil Départemental de l'Hérault à déposer, se voir octroyer les demandes d'autorisations d'urbanisme et accepter la prise de possession anticipée de la parcelle TY 37 en vue de la restructuration du plateau sportif du Collège Arthur Rimbaud, avant la réitération de l'acte authentique d'échange ;
- De faire constater le transfert de propriété, aux frais partagés les co-échangistes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avis domaine 2024-34172-17467 DS 16452468
- 230799-Division DIV TY 37 - 334_20240618
- 270063951_PA18_1_1

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-277643-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Direction Générale Des Finances Publiques

Le 02/04/2024

Direction départementale des Finances Publiques de l'Hérault

Pôle d'évaluation domaniale de l'Hérault

334 Allée Henri II de Montmorency – CS 17788
34954 Montpellier cedex 2

Courriel : ddfip34.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le Directeur Départemental des Finances
Publiques de l'Hérault

POUR NOUS JOINDRE

à

Affaire suivie par : Sandra BONNOT

Courriel : sandra.bonnot@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 06.11.87.44.91

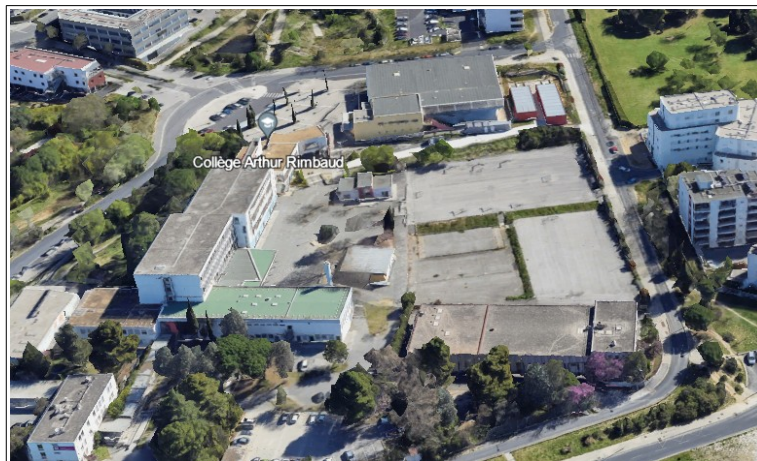
MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Réf DS : 16452468

Réf OSE : 2024-34172-17467

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

[La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr](https://collectivites-locales.gouv.fr/)



Nature du bien : Terrain à bâtir

Adresse du bien : 672 Rue du Pilory - Montpellier

Valeur retenue bien cédé : 325 €/m² soit 940 000 € pour une emprise de 2 900 m²

Valeur retenue acquisition : 325 €/m² soit 400 000 € pour une emprise de 1 230 m²

Ces valeurs sont assorties d'une marge d'appréciation de 15 %
(des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

1 -CONSULTANT

Affaire suivie par : Stanka CANNONE, Chargée d'opération foncière

Contact : stanka.cannone@montpellier.fr

04.67.13.61.55

2 - DATES

de consultation :	05/03/2024
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	
du dossier complet :	05/03/2024

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 ¹ :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

3.3. Projet et prix envisagé

Cession d'une emprise d'environ 2 900m² sur la parcelle cadastrée TY37.

Cette cession intervient dans le cadre d'un échange avec une emprise d'environ 1 230 m² sur la parcelle cadastrée TY 334 appartenant au département de l'Hérault.

¹ Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

Montpellier est la préfecture du département Hérault et la deuxième ville de la région Occitanie.

Elle est une commune urbaine d'une superficie de 57.22 km², centre de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Elle est située à proximité de la mer Méditerranée, dans la région historique du Languedoc sur un grand axe de communication joignant l'Espagne à l'ouest, l'Italie à l'est.

La Métropole bénéficie à l'est et au sud, de cinq sorties sur les autoroutes A9 et A709 (périphérique sur 23 km) et de la desserte par l'A75 vers Clermont-Ferrand via Béziers au nord-ouest.

Elle est desservie par l'aéroport Montpellier-Méditerranée installé sur la commune de Mauguio, à une dizaine de kilomètres à l'Est du centre-ville, par la gare « Montpellier Saint-Roch » en centre ville et depuis 2018 par la gare LGV Montpellier-Sud-De-France (Sud-Est).

Le réseau de transports publics de la métropole est constitué de 4 lignes de tramway et d'une quarantaine de lignes de bus, outre des vélos et voitures en libre-service et plusieurs parcs de stationnement.

Depuis 1990, Montpellier connaît l'une des plus fortes croissances démographiques du pays avec environ 296 500 habitants en 2020 contre 281 600 en 2016, et l'un des plus fort ratio du nombre d'étudiants par habitant avec ses 70 000 étudiants.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

Secteur urbain situé dans l'ouest de Montpellier et desservi par l'ensemble des réseaux.



4.3. Références cadastrales

Les emprises sous expertise figurent au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse	Superficie (m ²)
Montpellier	TY 37	672 Rue du Pilory	5 287
	TY 334		5 060

4.4. Descriptif

Il s'agit d'une emprise de 2 900 m² environ sur la parcelle cadastrée TY 37 d'une superficie totale de 5 287 m². Cette emprise est en nature de terrain goudronné, à usage de terrains de sport.

La seconde emprise présente une superficie d'environ 1 230 m² sur la parcelle cadastrée TY 334 d'une superficie de 5 060 m². Cette emprise est en nature de terrain aménagé, à usage d'aire d'accueil pour algécos (collège Arthur Rimbaud).

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Propriété de la Ville de Montpellier (TY 37) et du département de l'Hérault (TY 334).

5.2. Conditions d'occupation

Libre

6 - URBANISME

6.1. Règles actuelles

Zone 2U1 – secteur 1 du PLU

La zone 2U1 se compose de quartiers à dominante de logements collectifs, situés dans la deuxième couronne d'urbanisation de la ville. La mixité urbaine s'y exprime.

Le secteur 2U1-1 est le secteur de référence de la zone 2U1 regroupant la plupart des quartiers d'habitat collectif situés dans la deuxième couronne autour du centre historique.

6.2. Date de référence et règles applicable

Dernière procédure du PLU approuvé par délibération du Conseil Municipal du 17/08/2023.

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION MISE EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

La recherche porte sur des transactions de terrains à bâtir situés en zone 2U1 sur la commune de Montpellier. Considérant l'atonie du marché foncier sur cette zone, la recherche a été ouverte aux zones 2U4 et 2U5 aux caractéristiques similaires, puis aux terrains à bâtir situés à proximité immédiate des parcelles à évaluer.

Biens non bâtis – valeur vénale							
N	date mutation	commune adresse	cadastre	Surface terrain (m ²)	prix	Prix €/m ²	Observations
1	13/12/22	Avenue du Pont Trinquat	EY 857 à EY 863	13 605	5 646 303	415	Zone 2U1-1 TAB avec maison à démolir
2	22/07/22	Rue Favre de Saint Castor	TX 80	1 666	644 770	387	Zone 4AU1 – ZAC « Parc 2000 Extension ». TAB à proximité immédiate
3	22/02/22	Rue du Pilory	TY 294	1 259	333 875	265	Zone 4AU1 – ZAC « Parc 2000 Extension ». TAB à proximité immédiate
4	29/11/21	Route de Lavérune	PE 517 à PE 522	4 687	1 709 425	365	Zone 2U1-1 4687 m ² + démolition constructions existantes
5	10/05/21	Avenue de Lodève	KW 178 KW 183	4 360	1 331 270	305	Zone 2U1-13 ZAC « Beausoleil » TAB
6	16/03/18	Rue du Pilory	TY 322	2 219	306 544	138	Zone 4AU1 – ZAC « Parc 2000 Extension ». TAB à proximité immédiate
7	22/02/18	Rue Maurice Béjart	TY 311	822	235 708	287	Zone 4AU1 – ZAC « Parc 2000 Extension ». TAB à proximité immédiate
					moyenne	308	
					médiane	305	

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeurs retenues

L'analyse des termes de référence fait ressortir une valeur moyenne et une valeur médiane similaires.

Ces valeurs permettent de pondérer le montant relatif au terme 1 et ceux des termes 6 et 7.

En effet, le terme 1 présente une valeur atypiquement haute, liée à sa situation privilégiée, à proximité immédiate de l'Hôtel de Ville de Montpellier et proche des quartiers Port Marianne et Antigone.

Les termes 6 et 7 quant à eux, situés à proximité des parcelles à évaluer, présentent des dates de transactions relativement anciennes, qui ne représentent plus forcément le marché actuel.

De transactions plus récentes, les termes 2 et 3, se situent également à proximité immédiate des parcelles évaluées. Quoique situés en zone 4AU1, ces termes permettent de calculer une valeur moyenne de 326 €/m². Cette dernière peut être à son tour être mise en perspective avec celle du terme n°5, situé en zone 2U1 et dont la transaction date de 2021.

Au terme de l'analyse le montant de 325 €/m² est retenu.

Ainsi :

- Valeur estimée de l'emprise de 2 900 m² sur la parcelle TY 37 appartenant à la ville de Montpellier 2 900 m² x 325 €/m² soit 940 000 euros arrondis.
- Valeur estimée de l'emprise de 1 230 m² sur la parcelle TY 334 appartenant au département de l'Hérault : 1 230 m² x 325 €/m² soit 400 000 euros arrondis.

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION 15 % –

LA MARGE D'APPRÉCIATION REFLÈTE LE DEGRÉ DE PRÉCISION DE L'ÉVALUATION RÉALISÉE (PLUS ELLE EST FAIBLE ET PLUS LE DEGRÉ DE PRÉCISION EST IMPORTANT). DE FAIT, ELLE EST DISTINCTE DU POUVOIR DE NÉGOCIATION DU CONSULTANT.

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à 940 000 €.

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 15 % portant la valeur minimale de vente sans justification particulière à 800 000 € (arrondie).

La cession de ce bien est conditionné à un échange avec un autre bien.

La valeur vénale de ce dernier est arbitrée à 400 000 €.

Cette valeur est également assortie d'une marge d'appréciation de 15 % portant la valeur maximale d'acquisition sans justification particulière à 460 000 €.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.


Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur Départemental des Finances
Publiques,

Et par délégation,

Franck FOYER
Inspecteur Divisionnaire
des Finances Publiques



L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Parcelles cadastrées section TY n°37 et 334
PROPOSITION DE DIVISION

DOCUMENT PROVISOIRE
non destiné à être annexé à un acte authentique

- Plan rattaché au système de Coordonnées Planimétrique (X,Y) en vigueur: RGF-93 CC43 (zone 2)

LEGENDE :

- AE 39** Numéro de parcelle cadastrale
Application cadastrale (fiscale)
non reconnue contradictoirement - non garantie
- Limite Foncière proposée - OBJET DE L'OPÉRATION
--- Limite Divisoire
- ↑ signe de mitoyenneté 1 signe d'appartenance
- 📍 nouvelle Borne OGE 📍 Clou d'arpentage 📍 Marque Peinture

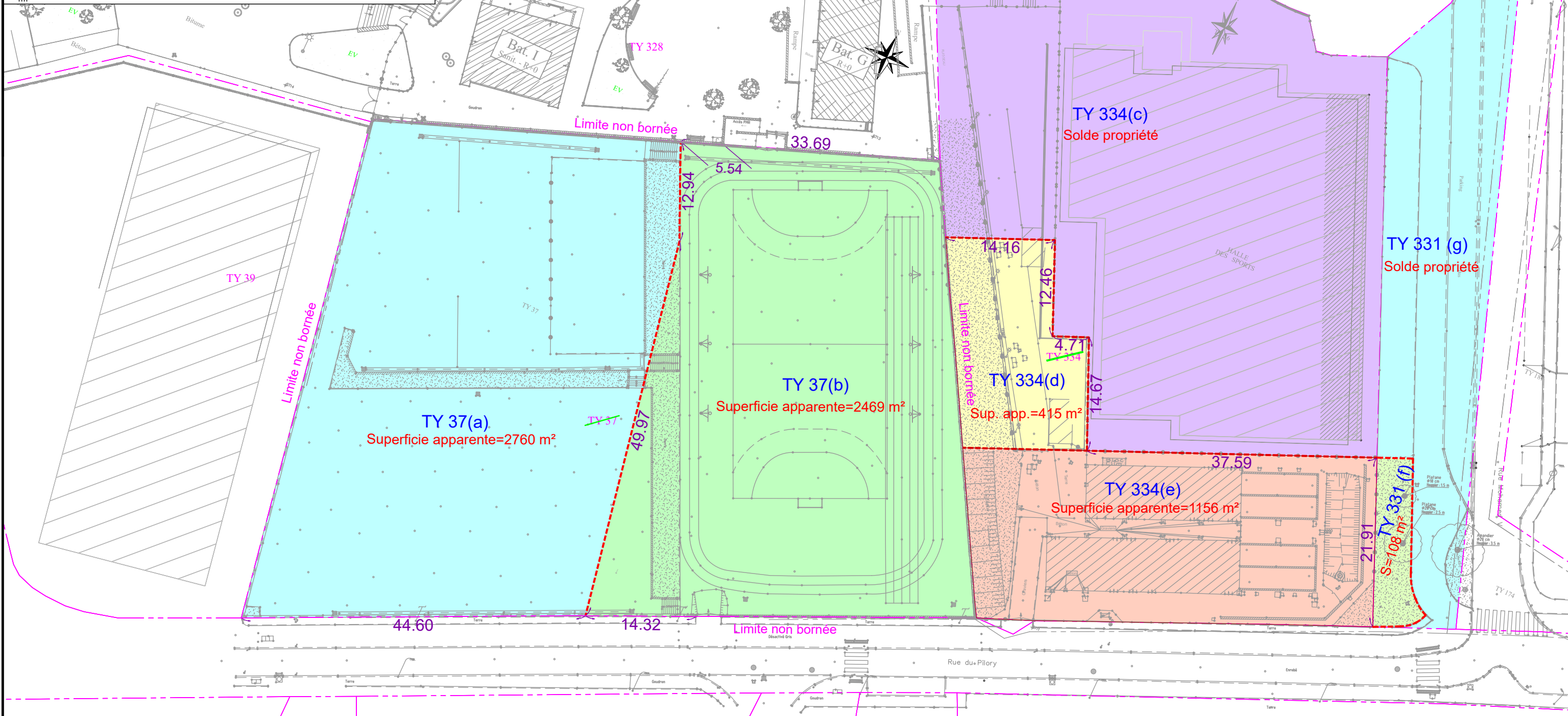
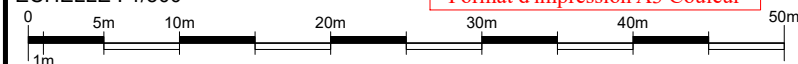
Éléments Topographiques:

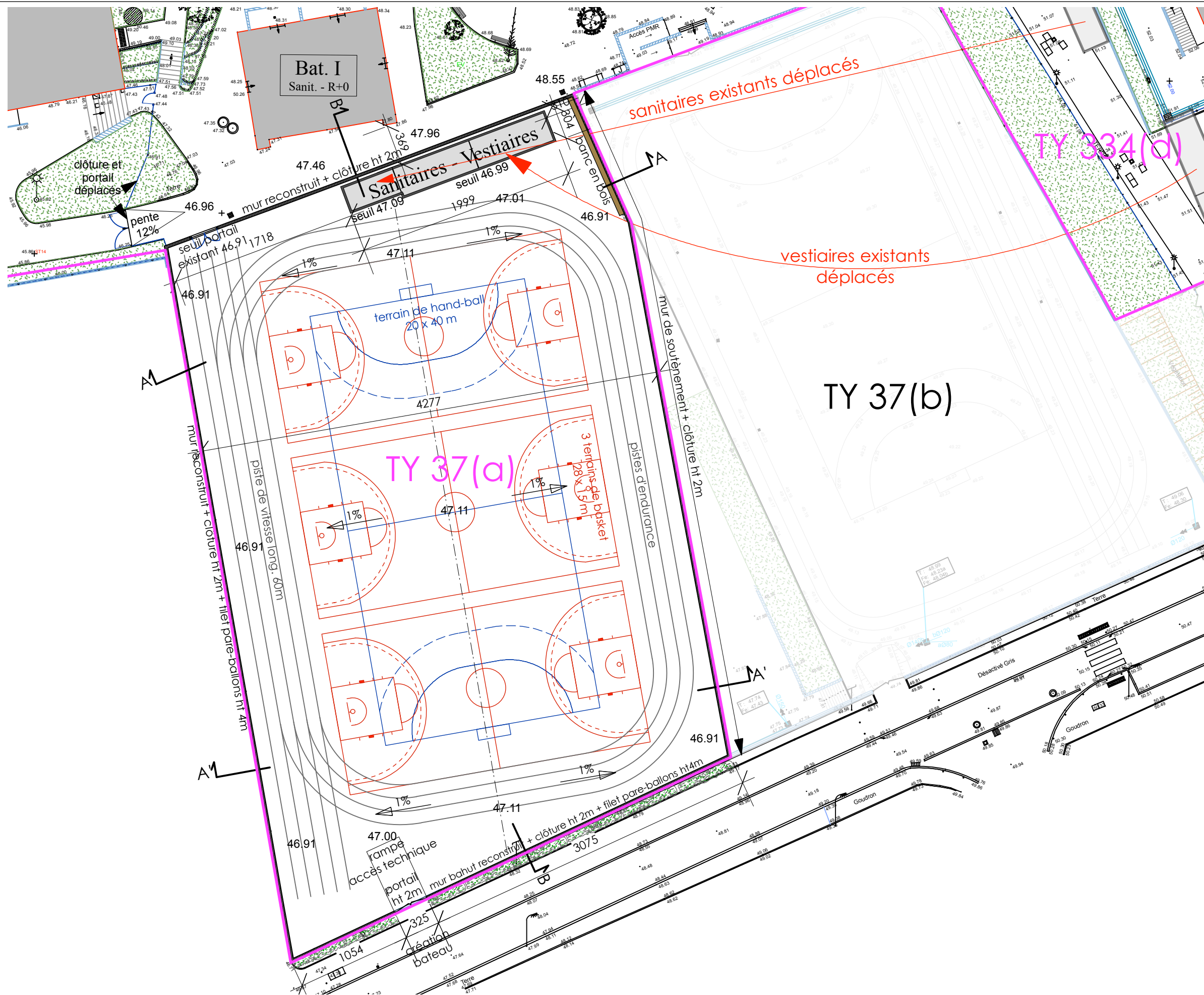
- Mur
— Mur de soutènement
— Mur + clôture
— Clôture
— Bâti
— Bâti léger
— Talus
— Fossé
— Arbre
— Borne OGE existante
— Repère du Géomètre
— Clou ou Piquet Bois
— Végétation

Ce plan n'a pas pour objectif de délimiter les propriétés ou de représenter les limites juridiquement définies, autres que les limites objet de l'opération, seul un bornage amiable ou judiciaire peut le permettre. Seule la position de la limite objet de l'opération est garantie, les superficies mentionnées sont d'ordre fiscal donc non garanties. Les éléments topographiques mentionnés représentent l'état des lieux à la date du relevé.

ECHELLE : 1/500

- Format d'impression A3 Couleur -





Création d'un plateau sportif
Collège Arthur Rimbaud

Etablissement
00162

PERMIS
D'AMÉNAGER



PLAN DE MASSE
Détail de la partie à aménager

Echelle:
1/350
juillet 24

PA
18a

